

Malheureusement, certains gouvernements sont même allés plus loin. Ils ont adopté des politiques qui ont artificiellement renforcé la capacité de concurrence de leurs producteurs. Ici encore, l'agriculture en est le meilleur exemple.

Lorsqu'elle a adopté sa Politique agricole commune il y a trente ans, la Communauté européenne recherchait une plus grande autosuffisance. Malheureusement pour tous les autres, ses politiques ont réussi bien mieux que ses artisans n'auraient jamais pu l'espérer. Il est à peine utile que je rappelle aux Australiens que l'un des changements les plus importants sur les marchés mondiaux dans ces dix dernières années a été la mutation qu'a réalisée la CE qui, d'une position d'importateur net, s'est transformée en un exportateur net de la plupart des grands produits agricoles.

Qu'il s'agisse du blé, du boeuf, du sucre ou des produits laitiers, la CE a accumulé des excédents massifs et s'est implantée sur de nouveaux marchés extérieurs par ses subventions à l'exportation.

Certains de ces marchés vous appartenaient, certains nous appartenaient, et certains autres étaient dominés par les États-Unis, qui ont réagi en intensifiant la concurrence pour les marchés extérieurs avec leurs propres subventions. Cela a entraîné une réduction des cours internationaux des céréales et des oléagineuses que nous exportons. Ainsi, le programme américain de valorisation des exportations a pénalisé nos fermiers comme les vôtres.

Nos deux pays ont malheureusement vu cette guerre des subventions s'étendre à leurs marchés traditionnels au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Chine, marchés qui, nous avait-on assurés, ne devaient pas être touchés par le programme de subventions américaines.

La surenchère du subventionnement n'est pas un bon moyen d'obtenir ce que Washington appelle le respect des mêmes règles du jeu. Les subventions assurent la survie des producteurs qui sont le plus en mesure de les cumuler, mais qui ne sont pas nécessairement les plus efficaces.

Voilà qui souligne le problème fondamental du système commercial multilatéral: les règles existantes ne peuvent tout simplement répondre adéquatement aux exigences de l'économie mondiale des années 80. De plus, il est absolument essentiel que les gouvernements harmonisent leurs politiques économiques intérieures en resserrant la réglementation du commerce international.